



**Réponse de Maxime Prévot, ministre des Affaires
Étrangères,
à la Coordination pour la Levée du Blocus contre Cuba**

05 06 2026

Monsieur **eyseh**,

Je vous remercie pour votre lettre et pour votre engagement concernant la situation à Cuba. Je prends très au sérieux votre inquiétude quant aux évolutions sur l'île et à leur impact sur la population.

Permettez-moi tout d'abord de réaffirmer clairement que la Belgique s'oppose de manière principielle et constante à l'embargo américain contre Cuba, ainsi qu'à tout renforcement de celui-ci. Nous estimons que de telles mesures ont un impact lourd sur la population cubaine et ne contribuent pas à des solutions durables. Je réitère ce message de manière claire à chaque occasion, y compris dans le cadre de mes contacts avec les États-Unis.

La situation actuelle à Cuba est particulièrement préoccupante. Je partage pleinement les inquiétudes suscitées par ces évolutions. Dans ce contexte, la Belgique fournit des efforts humanitaires concrets, principalement via des canaux multilatéraux et européens, afin de garantir une aide rapide et efficace. Ainsi, une contribution a été apportée au Programme alimentaire mondial via l'Immediate Response Account, et l'Union européenne demeure un partenaire humanitaire majeur, avec un soutien significatif notamment en matière de soins de santé, de sécurité alimentaire et d'accès à l'eau.

En ce qui concerne la menace d'une action militaire américaine contre Cuba, notre position est claire : la Belgique rejette toute forme d'ingérence, de menace d'usage de la force ou de changement de régime imposé. Nous plaidons de manière constante pour la désescalade, le dialogue et le respect du droit international. Parallèlement, nous suivons la situation de près, en concertation avec nos partenaires européens et régionaux.

La Belgique continue par ailleurs à privilégier le dialogue et la coopération avec Cuba, tant au niveau bilatéral qu'au sein de l'Union européenne, afin d'aborder également des questions sensibles, notamment l'importance du respect des droits humains et la nécessité de réformes économiques au bénéfice de la population.

En ce qui concerne la présence bilatérale, la décision de fermer l'ambassade de Belgique à La Havane a été prise dans le cadre d'une réorientation globale de notre réseau diplomatique, fondée sur des priorités stratégiques et les moyens disponibles. Cette décision est indépendante du contexte actuel et ne remet pas en cause notre engagement à l'égard de Cuba.

Enfin, je tiens à vous assurer que la Belgique reste engagée en faveur d'un ordre international multilatéral fondé sur des règles, dans lequel le dialogue, la coopération et le respect du droit international occupent une place centrale. Nous continuerons à suivre la situation à Cuba avec la plus grande attention et à orienter nos efforts vers le soutien à la population ainsi que la promotion de la stabilité et de la coopération.

Je vous remercie encore pour votre engagement.

Maxime Prévot

À M. M. Prévot, ministre des Affaires étrangères

Monsieur le Ministre,

Au nom de la Coordination pour la levée du blocus, [porte-parole de la société civile](#), nous sommes très préoccupés par le silence assourdissant de la Belgique face à l'agression ouverte des États-Unis contre Cuba. Nous vous appelons à prendre sans tarder un certain nombre d'initiatives importantes.

Cuba est menacée par la politique dangereuse et totalement destructrice du gouvernement états-unien. Le président Trump et son ministre Rubio menacent ouvertement de prendre le contrôle de Cuba, ce pays voisin pacifique, avant la fin de cette année ! Ils étendent complètement le blocus barbare sur tout approvisionnement en pétrole et prônent la force militaire comme une option ! Il s'agit là d'un acte de terrorisme d'état brutal de la part des États-Unis. La Belgique ne peut plus tolérer cela, d'autant plus que plusieurs autres pays ont déjà été pris pour cible par le président Trump, puis attaqués et bombardés.

Toutes ces mesures prises par le gouvernement états-unien sont contraires à la Charte des Nations unies, aux principes internationaux, aux principes religieux, à diverses lois internationales et aux droits de l'homme. Une fois de plus, cette politique américaine dite de la « doctrine Donroe » risque d'entraîner un nombre considérable de victimes et de destructions, laissant derrière elle un chaos terrible, comme cela s'est déjà produit dans d'autres régions et pays ! Il faut mettre un terme à cela. La Belgique ne peut plus rester passive ni se limiter à une simple condamnation verbale.

C'est pourquoi nous vous demandons, en votre qualité de ministre belge des Affaires étrangères, de rompre de toute urgence ce grand silence et de prendre les initiatives suivantes:

1. Commencer immédiatement à fournir de l'aide humanitaire à Cuba et mettre en place, par la Belgique, un plan efficace de gestion des catastrophes.
2. La Belgique doit prendre les mesures nécessaires pour que des stocks suffisants de pétrole et d'autres biens essentiels puissent être livrés librement à Cuba par des tiers.
3. Nous vous demandons de dénoncer la politique destructrice du gouvernement états-unien, conjointement avec l'Union européenne, devant le Conseil de sécurité des Nations unies et devant la Cour internationale de justice, afin de préserver ou de rétablir notre système mondial multilatéral.
4. La Belgique devrait déposer une plainte auprès de l'OMC. Elle aurait dû le faire bien plus tôt.
5. Compte tenu de l'évolution rapide de la situation internationale, la Belgique doit rouvrir son ambassade à La Havane dès que possible.

Monsieur le ministre, vous êtes sans aucun doute vous aussi convaincu que la situation à Cuba et le contexte international exigent des mesures politiques qui vont bien au-delà des habituelles. Nous vous demandons donc instamment de prendre les initiatives nécessaires à cet égard dans les plus brefs délais.

Nous vous remercions d'avance de votre attention. C'est avec beaucoup d'inquiétude et d'impatience que nous attendons vos actions et votre réponse à notre courrier.

Cordialement,

Coordination pour la Levée du Blocus contre Cuba